



Syndicat Départemental Cgt des Personnels actifs et retraités du Département de Vaucluse



Madame la Présidente
Conseil Départemental de Vaucluse

Avignon,
le 12 août 2025.

Objet : Préavis de grève de 0h à 24h pour les journées du vendredi 1er Aout 2025 au jeudi 31 octobre 2025

Madame la Présidente du Département de Vaucluse,

Au niveau du Département :

Au département de Vaucluse, nous n'avons cessé d'alerter sur la **baisse constante du pouvoir d'achat, la perte d'attractivité, le départ en masse des agent.e.s, l'augmentation de la contractualisation, la dégradation des conditions de travail, l'absence de reconnaissance pour un grand nombre d'agent.e.s...**

Il y a plus qu'URGENCE ! Il est temps d'agir pour les agent.e.s de la collectivité et d'arrêter de faire croire que l'on comprend leurs problèmes. **Nous vous alertons depuis des mois et des mois sur la souffrance des agent.e.s** dans un très grand nombre de services. Hélas le constat est que vous négligez nos alertes, ce qui engendre des accidents de service ou des arrêts maladie de longue durée, des agent.e.s qui craquent sur leur poste de travail et l'on n'oublie pas les **perdant.e.s du RIFSEEP**.

Les agents du Département de Vaucluse sont avant tout des femmes et des hommes au service de la population et **dont le dévouement n'est plus à démontrer**. Les agents fonctionnaires, en CDI et sous contractualisation exigent par le biais du syndicat CGT la prise en compte des revendications suivantes à commencer par :

- Notre demande à Mme la Présidente, de bien vouloir faire délibérer pour le maintien d'une indemnisation à 100 % des arrêts maladie
- La création de plusieurs postes pour améliorer les conditions de travail et pallier aux besoins des services afin de répondre à la détresse des agents
- La mise en stage immédiate des agent.e.s contractuel.le.s qui remplissent les conditions afin de baisser le nombre de contrats précaires ne cesse d'augmenter
- Le recrutement massif sur les nombreux postes vacants dans beaucoup de services ;
- L'avancement de grade pour tous les agents dès qu'ils remplissent les conditions ;
- Le respect du dialogue social, des instances et de ces représentants des agents ;
- Des moyens budgétaires à la hauteur des missions confiées dans les services.

Ces revendications s'ajoutent à celles déjà posées et qui attendent d'être prises en compte comme :

Syndicat Départemental Cgt des Personnels du Département de Vaucluse

Hôtel du Département – Rue Viala – CS 60516 - 84909 Avignon Cedex 9 - Tél: 04.32.44.88.52 - Portable 06.81.43.12.91

Courriel : cgt.departement84@gmail.com ou cgt@vaucluse.fr Site internet : <https://cd84.syndicatcgt.fr/>

RIFSEEP : L'augmentation de l'enveloppe budgétaire afin de pouvoir octroyer à chaque agent.e un régime indemnitaire à la hauteur des missions qui leurs sont confiées et de leurs attentes. La transparence sur la cotation de chaque poste ainsi que les fiches de postes pour l'ensemble des agent.e.s .L'augmentation de 100€ minimum de l'IFSE pour l'ensemble des agents pour la fin d'année 2025. L'ouverture immédiate de négociation sur l'enveloppe du CIA pour l'année 2025.

Au niveau national :

Le Plan finances 2026 est une attaque directe contre la fonction publique territoriale. Sa traduction concrète : moins de Services Publics, plus de précarité pour les agents et une chute du pouvoir d'achat.

Suppressions de postes : Non-remplacement des départs à la retraite. Moins de moyens dans les collectivités. Explosion du recours aux contractuels. **Salaire gelé = pouvoir d'achat en chute libre** : Le point d'indice encore bloqué ou sous-indexé. Pension retraite en recul. **Casse des missions publiques** : Fermetures des structures de proximité. Privatisations déguisées. **Conditions de travail dégradées** : Surcharge de travail, fatigue, mal-être. Matériel, effectifs et moyens en baisse.

Le Plan Finances 2026, c'est : Moins de service public. Moins de reconnaissance. Moins de justice sociale.

Pourtant d'autres choix existent :

- Une hausse immédiate du point d'indice
- Un plan massif de titularisation
- Des recrutements à la hauteur des besoins
- Une augmentation des dotations aux collectivités
- Réinvestir dans les services publics

Le constat est clair, nous sommes bien engagés dans une économie de guerre au détriment des besoins et de l'intérêt général... Pour faire la guerre aucun soucis de financement : Mesures de rigueur budgétaire annoncées pour le projet de loi de finance et le projet de loi de financement de la sécurité sociale, ou comment poursuivre la destruction des droits du travail, des services publics et contribuer davantage à l'augmentation des inégalités sociales !

Après la baisse de 10% de rémunération en cas de congé maladie ordinaire, le gouvernement s'en prend maintenant à la médecine du travail, puis à l'augmentation du temps de travail qu'il souhaite généraliser...

La suppression de deux jours fériés en dit long et plus encore quand il s'agit du 8 mai proposé par le 1er ministre, date de la capitulation des nazis...

La lutte contre les idées d'extrême droite n'est pas gagnée, nous restons vigilants !

Il faut arrêtez le massacre !! C'est une injonction adressée à notre gouvernement. La France va droit dans le mur, il faut arrêtez les politiques antisociales, anti-démocratiques, clivantes et répressives. La montée de l'extrême droite partout en Europe, l'augmentation des budgets pour les armées, la répression à tous les niveaux au détriment de vraies mesures de prévention et de la sauvegarde de nos services publics essentiels : Education, Santé, Culture, Fonction Publique Territoriale, Sécurité sociale et tant d'autres qui sont la fierté de la France.

Comme si cela n'était pas suffisant de « taper » sur les travailleuses.eurs avec la réforme des retraites, sur les fonctionnaires avec le gel du point d'indice, la Prime de Pouvoir d'Achat non obligatoire et la suppression de la GIPA entre autres... les annonces du 1er ministre sur le PLF PLFSS ne présagent pas d'amélioration ... mais de nouveau une litanie de mesures là encore, brutales, injustes et inefficaces ! Combien de temps encore pouvons-nous supporter cela ? Nous devons nous indigner et nous mobiliser pour forcer le gouvernement à revoir sa copie. N'en déplaise à celles et ceux qui gouvernent, une autre appropriation des richesses est possible, nous ne lâcherons rien.

Alors nous rappelons au gouvernement les revendications qui sont les nôtres :

- Des moyens budgétaires à la HAUTEUR des missions des fonctionnaires : hausse du point d'indice à 6 euros, car ils ne doivent pas être la variable d'ajustement des projets de lois de finances
- Des moyens humains à la HAUTEUR d'un service public de qualité, par des créations de postes et la titularisation des agent.e.s contractuel.le.s,
- L'abrogation de la réforme des retraites
- La réduction du temps de travail
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes
- L'abandon de tout projet de casse des services publics. Les agent.e.s du Département de Vaucluse comme dans de nombreux territoires sont malmené.e.s, un très grand nombre d'agent.e.s sont méprisé.e.s, elles et ils ne doivent plus être considérés comme des travailleuses et travailleurs de seconde zone...

En conséquence la CGT des territoriaux du Département de Vaucluse prend une fois de plus ses responsabilités en déposant un préavis de grève du 1er septembre 2025 au 31 octobre 2025 de 0 h à 24 h pour l'ensemble des agent.e.s du Département de Vaucluse.

Dans cette attente, nous vous prions, Madame La Présidente, de recevoir nos salutations syndicales.

**Pour le syndicat CGT départemental des personnels
du Département de Vaucluse**

Amandine Laugier
Secrétaire générale

